

Nous avons, dans la mémorable adresse de Marx de 1850 à la « Ligue des Communistes » que nous publions ci-dessous, la plus haute leçon théorique que Marx a dégagée des Révolutions européennes de 1848 en ce qui concerne la révolution prolétarienne, son caractère « permanent » et la tactique du parti prolétarien.

Février 1948.

Jean-Paul MARTIN.

Première adresse du Comité Central de la Ligue Communiste à ses membres en Allemagne

CAMARADES !

DANS les deux années révolutionnaires de 1848-1849, la Ligue communiste a doublement subi l'épreuve, d'abord dans le fait que, partout, ses membres ont saisi le mouvement avec énergie et se sont comportés en avant-garde dans les rangs de la seule classe révolutionnaire décisive, le prolétariat, dans les publications de la presse, sur les barricades, et sur les champs de bataille. De plus, la Ligue a fait preuve de mérite dans le fait que son explication du mouvement, telle qu'elle a été établie dans la circulaire du Congrès et du Comité central contenant le Manifeste Communiste de 1847, s'est avérée la seule correcte, étant donné que les prévisions exprimées dans ce document officiel ont été complètement confirmées et que sa conception des rapports sociaux actuels (qui auparavant n'avait été que secrètement défendue par la Ligue) est maintenant courante et est ouvertement exposée sur la place publique. Dans le même temps, l'organisation, au moins forte, de la Ligue a été sérieusement ébranlée. Une grande partie de ses membres qui avaient directement participé au mouvement révolutionnaire, croyaient que l'époque des sociétés secrètes était révolue et que l'activité publique seule était suffisante. Les cercles personnels et les groupes ont laissé leurs liens avec le Comité central se relâcher et, graduellement, se sont effondrés.

Pendant que le Parti démocrate, le parti de la petite bourgeoisie, s'organisait de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdit son seul point d'appui solide, resta organisé tout au plus dans quelques rares localités et seulement pour des buts locaux, et fut donc complètement subordonné, dans le mouvement général, à la loi et à la direction des démocrates petits-bourgeois. Il faut mettre fin maintenant à ces conditions et il faut rétablir l'activité indépendante des travailleurs.

Le Comité central en comprit la nécessité et à cette fin, dans l'hiver 48-49, envoya Joseph Moll comme émissaire en Allemagne, avec tâche de réorganiser la Ligue. La mission de Moll ne donna aucun résultat durable, en partie à cause du fait qu'à cette époque les ouvriers allemands n'avaient pas fait une expérience suffisante, et en partie à cause du fait que l'insurrection qui se produisit à la fin de mai interrompit la poursuite de cette mission. Moll lui-même prit les armes, entra dans l'armée de Bade et du Palatinat et tomba le 19 juillet dans la bataille de la Murg. La Ligue subit ainsi la perte de l'un de ses membres les plus anciens, des plus actifs et sûr qui avait participé à tous les congrès du parti et aux réunions du Comité central et qui avait auparavant accompli avec grand succès une série de missions secrètes. Après la défaite des partis révolutionnaires d'Allemagne et de France en 1849, pratiquement tous les membres du Comité central, remplis d'une nouvelle énergie révolutionnaire, se rassemblèrent à nouveau à Londres et s'activèrent à réorganiser la Ligue avec un zèle renouvelé.

Cette réorganisation ne peut réussir que par l'envoi d'un émissaire, et le Comité central considère qu'il est de la plus grande importance que l'émissaire parte en ce moment où une nouvelle révolution approche, quand le parti ouvrier doit être aussi bien organisé que possible et doit apparaître dans l'arène aussi uni et aussi indépendant que possible, si l'on ne veut pas qu'il soit exploité et pris en remorque par la bourgeoisie, comme cela a été le cas en 1848.

Camarades ! Nous vous avons dit, dès 1848, que la bourgeoisie libérale allemande prendrait bientôt le pouvoir et retournerait immédiatement ce pouvoir fraîchement acquis contre les travailleurs. Vous savez comment cette prédiction s'est réalisée. En réalité, ce fut la bourgeoisie qui, après le mouvement de mars 1848, s'empara du pouvoir d'État et utilisa ce pouvoir pour renvoyer les travailleurs, ses alliés d'hier, à leur précédente condition d'opprimés. Bien que la bourgeoisie n'ait pas pu le réaliser sans s'allier au parti féodal, qui avait été écarté en mars, et

même sans se soumettre finalement à nouveau à la loi de ce parti absolutiste féodal, elle obtint cependant pour elle des conditions qui, étant données les difficultés financières du gouvernement, lui auraient donné le pouvoir pour une longue période et garanti ses intérêts dans le cas où il eût apparu possible que le mouvement révolutionnaire avait déjà pénétré dans la voie d'un prétendu développement pacifique. Pour garantir son règne, la bourgeoisie n'aurait même pas eu besoin d'appliquer des mesures de violence et de soulever ainsi la haine du peuple puisque toutes ces mesures avaient déjà été prises par la contre-révolution féodale. Mais le développement de la situation ne suit pas ce cours pacifique. Au contraire, la révolution qui accélérera ce développement est proche, quelle soit causée par un soulèvement indépendant du prolétariat français ou par l'invasion de la Babylonie révolutionnaire, par la Sainte-Alliance.

Et le rôle, ce rôle traître, que la bourgeoisie libérale allemande de 1848, joua contre le peuple, sera repris par la petite bourgeoisie démocrate qui, en tant que parti d'opposition, prendra dans la révolution qui vient, la même position que la bourgeoisie libérale en 1848.

Ce Parti démocrate qui est bien plus dangereux pour les travailleurs que ne l'étaient auparavant les libéraux, est composé de trois éléments :

1° La partie la plus progressive de la grande bourgeoisie dont le but est le renversement immédiat et complet du féodalisme et de l'absolutisme. Cette faction est représentée par la défunte Union Berlinoise, les objecteurs de l'impôt ;

2° La petite bourgeoisie démocrate constitutionnelle dont le but principal, durant le dernier mouvement, était l'établissement d'États-Unis d'Allemagne plus ou moins démocratiques, ainsi qu'en témoigne la lutte menée par ses représentants dans la fraction de gauche de l'Assemblée de Francfort, et, plus tard, dans celle de Stuttgart et dans la campagne pour la Constitution fédérale ;

3° La petite bourgeoisie républicaine, dont l'idéal est une république allemande fédérative, sur le modèle de la Suisse, et qui, maintenant, s'intitule « rouge et sociale-démocrate », sous prétexte qu'elle caresse le vœu pieux d'abolir l'oppression de la petite bourgeoisie par la grande bourgeoisie. Les représentants de cette fraction étaient les membres du Congrès démocratique et du Comité démocratique, les directeurs des sociétés démocratiques et les directeurs des journaux démocratiques.

Depuis leur défaite, toutes ces fractions se qualifient elles-mêmes de « républicains » ou de « rouges », de la même manière que la petite bourgeoisie républicaine de Francfort s'appelle maintenant « socialiste ». Mais là où, comme au Wurtemberg, en Bavière, etc., ils trouvent encore le moyen d'atteindre leurs buts sur la voie constitutionnelle, ils profitent de cette occasion pour rejeter leurs vieux discours, et pour prouver qu'en pratique ils n'ont pas changé le moins du monde. De plus, il est évident que le changement de nom de leur parti ne modifie en rien le caractère de leurs rapports avec les travailleurs mais prouve simplement que lorsqu'ils doivent agir contre la bourgeoisie alliée à l'absolutisme, ils sont contraints de s'appuyer sur le prolétariat.

Le Parti démocratique petit-bourgeois d'Allemagne est très puissant ; il comprend, non seulement la grande majorité des classes moyennes des villes, les petits marchands industriels et les maîtres des corporations, mais encore la paysannerie et à sa suite le prolétariat agricole, aussi longtemps que celui-ci n'aura pas trouvé un soutien dans le prolétariat indépendant des villes.

Les circonstances dans lesquelles se trouve le Parti ouvrier révolutionnaire, le font marcher la main dans la main avec le Parti démocrate petit-bourgeois contre la fraction qu'il se propose de renverser, mais le parti des travailleurs prend une attitude d'opposition sur tous les sujets où la petite bourgeoisie désire assurer sa propre position.

La petite bourgeoisie démocratique qui est loin de vouloir révolutionner l'ensemble de la société au profit du prolétariat, lutte pour un changement des conditions sociales au moyen duquel la société actuelle sera rendue aussi supportable et aussi confortable que possible pour elle. En conséquence, elle désire surtout réduire les dépenses gouvernementales en restreignant la bureaucratie et en imposant les principales taxes sur les gros propriétaires terriens et sur la grande bourgeoisie. Elle exige, en outre, l'abolition de l'oppression du gros capital sur le petit capital par l'établissement d'institutions de crédit public et par l'adoption de lois contre les usuriers, grâce auxquelles ils lui sera possible, ainsi qu'à la paysannerie, d'obtenir des prêts à des conditions plus avantageuses de la part des capitalistes. Elle désire aussi l'établissement de rapports de propriété bourgeoise à la campagne par l'abolition complète du féodalisme. Afin d'obtenir tous ces résultats, elle a besoin d'un gouvernement démocratique, c'est-à-dire républicain constitutionnel qui lui donnerait à elle et à son alliée la paysannerie, la majorité, et un système de gouvernement municipal démocratique qui mettrait entre leurs mains le contrôle direct de la propriété municipale et d'une série de fonctions politiques qui sont actuellement exercées par les bureaucrates.

Le règne du capital et sa croissance rapide seraient en outre entravés par elle en partie au moyen de restrictions du droit d'héritage et en partie par la réalisation du plus grand nombre possible de travaux publics par l'État. En ce qui concerne les travailleurs, il reste entendu qu'ils doivent conserver la même situation qu'auparavant, la petite bourgeoisie démocratique se contentant de désirer leur